

Sommaire de Vigilances n° 69



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Géopolitique

- Edito : Concours de sortie** page 1
Quelques conséquences de la crise par Marc Ullmann
- Mystères turcs** page 2
Quelle évolution pour la société turque par Henry Hermand
- Attention Russie faible** page 3
Se méfier de la tentation de la vengeance

Economie

- Productivité philanthropique** page 2
La culture du résultat dans l'humanitaire
- Euro : le frein statutaire** page 4
Eclatement ou consolidation de la zone euro ? par Marc Bradford
- Question de timing** page 4
Crise : les USA s'en sortiront plus vite
- Vers une nouvelle pensée économique (ter)** page 5
L'urgence d'une refondation de la gouvernance économique mondiale
- Biais idéologique** page 5
Les erreurs de la vulgate libérale
- Les milliards du "Nation Building"** page 6
Le ministère des Affaires étrangères US reprend la main

Sciences, Environnement et société

- Outils et pratiques** page 2
L'"Empowerment" citoyen en question par Bruno Vincenti
- La modernisation sociale passe par l'alphabétisation des femmes** page 3
L'éducation, vecteur de modernité par Meriem Sidhoum Delahaye
- Paradis génétiques pour "enfant parfait"** page 6
Des paradis du DPI
- Des énergies durables pas si durables** page 6
Des ressources durables pour des énergies renouvelables

Rétrovigilance

- Le regard critique de François de Closets sur *Vigilances de février 2006*** page 7

En direct du Blog

- La fin du "Ghosnisme"** page 9
De nombreux commentaires ont suivi cette alerte de Marc Ullmann

Vigilances

La lettre du



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



N°69: février 2009

Concours de sortie

« *La guerre, a dit Mussolini, est l'examen de passage des nations* ». Plus modeste et moins grandiloquent, Braudel a évoqué en historien les crises économiques et financières. « *La crise, a-t-il écrit, est une épreuve, les forts la traversent, les faibles y succombent* ». Ainsi, est-ce **consécutivement à des crises que les « centres du monde » se sont déplacés**. Venise, par exemple, a « succombé » tandis qu'Amsterdam a « traversé » plusieurs épreuves avant d'être supplanté par Londres.

A l'issue de la crise actuelle, **les Etats-Unis resteront-ils N°1** malgré l'accumulation de leurs déficits et la décrépitude de leur industrie ? Les paris sont ouverts. Personnellement, je crois qu'ils conserveront leur prééminence (Voir page 4 : **Question de timing**).

La Chine n'est, sans doute, pas encore apte à devenir N°1. Peut-être même est-il trop tôt pour dire quelles nations d'Asie sortiront renforcées de la crise et quelles autres en sortiront affaiblies. En revanche, il est presque certain que, globalement, **l'Asie accroîtra son poids relatif dans les affaires du monde et que la coopération régionale sera accentuée**. La Chine, le Japon et Taiwan ont besoin de débouchés ; leurs réserves financières sont immenses ; ils ne laisseront pas tomber leurs clients les plus proches.

En Amérique Latine, pas de suspens : **le Brésil y est roi**. Ni le Mexique, ni l'Argentine, ni le Chili, ni le Venezuela n'ont, comme lui, la capacité de surfer sur la crise. Cependant, même s'il parvient à catalyser la coopération régionale, **la baisse brutale du cours des matières premières le privera des moyens de renflouer tous les éclopés du continent**. Les plus démunis, comme la plupart des pays d'Afrique (et comme les Etats qui, tel l'Ukraine, sont assis entre deux zones) n'auront que le FMI pour pleurer.

En Europe, on se sera aperçu que l'endettement des ménages plombe les nations encore plus sûrement que l'endettement des Etats. La Grande Bretagne qui, de surcroît, a beaucoup misé sur la City, perdra en importance tandis que l'Allemagne accentuera son avance et que la France consolidera sa place de N°2 européen. Place plus ou moins enviable selon que l'Europe, dans son ensemble, pèsera plus ou moins lourd !

Pour l'Europe, la crise est bel et bien un examen de passage. Dans le pire des cas, la monnaie unique volera en éclat (voir page 4 : **Euro : le frein statutaire**) et l'Union donnera le triste spectacle de la désunion. Dans le meilleur des cas, les institutions européennes gagneront en efficacité et feront germer une solidarité mondiale. L'enjeu est capital car, s'il fallait résumer en une seule phrase le pourquoi de la crise actuelle, on pourrait arguer que la cause profonde réside dans le déséquilibre entre pouvoirs politiques nationaux et structures économiques mondialisées. **En ce sens, l'Europe a le devoir de mériter la première place au concours de sortie de crise**. Non seulement les pays membres en tireraient bénéfice mais toutes les nations pourraient s'inspirer d'un exemple pour encadrer leur interdépendance de fait dans une interdépendance de droit.

Marc Ullmann

Alertes



Mystères turcs

M. Erdogan et son gouvernement s'efforcent d'adapter la laïcité garantie par la Constitution à un islamisme relativement modéré. Ils s'efforcent aussi de concilier **une éventuelle entrée au sein de l'Union Européenne avec une implication croissante dans la politique régionale**. Comme s'ils voulaient être héritiers à la fois d'Atatürk et de l'empire Ottoman. L'avenir, cependant, dépendra moins de ce qu'ils souhaitent que de **l'évolution spontanée de la société**. Comment les Turcs vivent-ils leur présent ? Comment se modifient leurs comportements ? A quel type de modernité aspirent-ils ? Voilà les facteurs essentiels dont les politiques devront finalement s'inspirer.

Après avoir, en 2007, étudié l'évolution (sur bien des points positive) de la société iranienne (***Devenirs Iraniens*** est consultable sur le site : <http://www.clubdesvigilants.com/mt-static/pdf/070913-Iran.pdf>) ainsi que les ***Conséquences d'une intervention militaire américaine en Iran. Risques du statu quo*** (<http://www.clubdesvigilants.com/mt-static/pdf/080630-Iran.pdf>), le Club est sur le point de rendre publique une étude sur les devenirs marocains. Ainsi, amorçons-nous une sociologie comparée de plusieurs terres d'Islam dont le destin pèsera sur celui de l'Europe.

Il suffit de regarder une carte et **de dénombrer les pays dont la Turquie est limitrophe** pour comprendre que nous souhaiterions pouvoir contribuer rapidement au décryptage des mystères turcs.

Henry Hermand

Outils et pratiques

Besoins nouveaux, urgents, massifs : **que fait-on face à une hausse de 10, 15 voire 20% du chômage en six mois** ? Les services classiques vont être vite débordés. Quelle mobilisation de la société civile pour la création rapide d'activités nouvelles, la solvabilisation d'urgence de professionnels et d'activité ? Quelles communautés d'occasion et d'action créer, éphémères, souples, à forte productivité pour répondre à une demande soudaine de repositionnement ?

Sur l'"Empowerment" citoyen, on a beaucoup travaillé depuis 20 ans : c'est le moment de mettre ces pratiques et ces idées au service d'une société en voie de choc, agressée, en recherche rapide de points d'appui face aux périls qu'on nous annonce. En 20 ou 30 ans, on a progressé sur **l'équipement de la société en outils et pratiques d'auto organisation**. Mettons-les à l'épreuve de cette épreuve. Certains projets peuvent prendre ou reprendre des couleurs dans le contexte actuel. Je tiens à la disposition des membres du Club quelques références sur le sujet. D'autres seraient bienvenues.

Bruno Vincenti, membre des Ateliers de la Citoyenneté

Productivité philanthropique

Quand plusieurs signaux faibles se mettent à converger, il est permis de croire qu'une tendance lourde est en train d'émerger. Ainsi en va-t-il de **la culture du résultat dans l'action humanitaire**.

En 2006, plutôt que de lancer sa propre fondation, Warren Buffett a consacré la gigantesque somme de trente milliards de dollars à la fondation créée par Bill Gates. Raison invoquée : « *Il va être plein temps là-dessus et sera plus efficace que je ne pourrais l'être* ». De fait, **le fondateur de Microsoft apporte à son nouveau « métier » le professionnalisme dont il a fait preuve dans les systèmes d'exploitation et les logiciels**. Sa première « lettre annuelle » se lit comme un compte de résultats et avance, pour le moyen terme, des objectifs chiffrés, en particulier sur la diffusion des vaccins en Afrique et la lutte contre la malaria.

Les milieux universitaires adoptent la même approche et multiplient les études de terrain pour mesurer la productivité de différentes techniques d'aide. Une Française, Esther Duflo, est ainsi devenue une vedette tant aux Etats-Unis où elle enseigne qu'au Collège de France dont elle est la dernière recrue. Dans un entretien, récemment accordé au Nouvel Observateur, Mme Duflo donne un exemple illustrant sa méthode. Selon elle, la distribution de médicaments vermifuges pour déparasiter les enfants en Afrique est le moyen le moins cher et le plus efficace pour réduire l'absentéisme à l'école : « *Cela coûte 50 centimes par an et par enfant mais augmente d'un quart leur temps de présence à l'école* ». La tendance est claire : des « entrepreneurs sociaux » vont orienter et mettre en oeuvre la philanthropie.

M. U.

La modernisation sociale passe par l'alphabétisation des femmes

Selon un rapport de l'Unesco, « l'analphabétisme touche près de 40 % des personnes âgées de plus de 15 ans » dans les pays arabes. Soit 60 millions d'individus dont les deux tiers sont des femmes ! Ce chiffre inclut 6 millions d'enfants d'âge scolaire, dont près de 60 % de filles, qui ne sont tout simplement pas scolarisés. Or, comme l'indiquait Alain de Vulpian dans *Vigilances* n° 63, **l'éducation des filles est un puissant vecteur de modernisation sociale.** Pour deux raisons.

La première relève de l'importance de l'éducation dans les processus d'émancipation. La deuxième procède d'un effet "multiplicateur" induit : une femme éduquée aura tendance à pousser ses enfants, filles ou garçons, sur les chemins de la connaissance.

Aujourd'hui, les objectifs 2015 de l'ONU – scolarisation obligatoire de tous les enfants, réduction de moitié du taux d'analphabétisme et **égalité des sexes dans l'éducation** – semblent hors de portée dans un certain nombre de pays, en particulier l'Egypte, le Soudan, l'Irak, le Maroc, le Yémen et la Mauritanie. Mais la conscience de l'importance de l'enjeu fait son chemin.

Habituellement **sourcilieux en matière de politique intérieure**, les représentants des Etats arabes ont jugé bon de se tourner vers les organisations internationales pour « la mise en oeuvre d'un plan d'action d'urgence ». Un plan d'urgence dont les chances de succès dépendront de la capacité et/ou la volonté de ces organisations à imposer des mesures spécifiques pour les femmes.

M. S. D.

Attention : Russie faible

C'est dans une Allemagne rongée par l'inflation que le nazisme a pris corps. **Bien sot qui se réjouirait aujourd'hui d'une Russie affaiblie.** La tentation existe. Le Rouble plonge, les capitaux fuient, les mécontentements s'accumulent. **Pourquoi ne pas en profiter pour se venger de la morgue poutinienne ?** Ce serait oublier que la Russie est assise sur plus cinq mille armes nucléaires et que des nationalistes humiliés peuvent se révéler plus dangereux que des communistes installés.

Poutine, pour l'instant, plaide la coopération. Au récent Forum de Davos, il était tout miel. Après avoir risqué la confrontation sur les livraisons de gaz, il s'est mis à prôner le partenariat. Mme Merkel lui a souri et l'Union Européenne a maintenant le loisir de voir de quelles garanties ces bonnes paroles pourraient être assorties.

Quant à Obama, il a opportunément sauté sur l'occasion pour proposer la reprise des négociations américano-russes sur la réduction et le contrôle des armements nucléaires. L'affaïssement de l'économie russe offre une opportunité. Ne pas la saisir fermement et l'exploiter durablement serait courir un risque.

M. U.

Euro : le frein statutaire

Les Etats-Unis, après l'adoption d'un plan de sauvetage massif de leurs banques et d'un plan de relance non moins massif de leur économie par la dépense publique, n'ont-ils plus désormais qu'à « attendre et voir », espérer, la sortie de crise, ayant épuisé tous remèdes ? Que non. **Il est de plus en plus question Outre-Atlantique de solutions pudiquement dites "non-conventionnelles"**, si les précédentes ne suffisaient pas !

Ainsi, en matière monétaire, les Etats-Unis pourraient décider – comme la Fed, après avoir ramené à presque zéro ses taux courts, y a fait allusion en indiquant qu'elle pourrait acheter des titres du Trésor US pour abaisser aussi les taux longs – **de relancer la "planche à billets"**. Certes ils en paieraient sans doute tôt ou tard le prix par **une défiance internationale** à l'égard de leur monnaie.

La Chine ne s'y est pas trompée. Récemment devenue, devant même le Japon – l'a-t-on assez relevé... ? – premier détenteur mondial de titres du Trésor US, elle aurait fait savoir à la nouvelle Administration américaine qu'elle riposterait à toute politique de relance ayant pour effet de dévaloriser son portefeuille dollars. Cependant, à la fin des fins, **les Etats-Unis peuvent retrouver leur attitude classique d'indifférence ("benign neglect") quant à la valeur externe de leur devise.** Ils pallieraient ainsi une insuffisance de la demande internationale de dollars par une demande... de leur propre banque centrale, choisissant alors entre deux maux le moindre, le risque d'inflation, future, plutôt que de déflation durable.

L'Europe, elle, n'a pas a priori ce luxe, faute d'une souplesse analogue dans la zone euro. Au sein même de cette zone, et entre partenaires très proches, la "dépensière" France doit payer environ 50 points de base (0,5%) de plus que la "vertueuse" Allemagne sur ses emprunts publics, l'Italie 100 de plus, l'Irlande 300 (sans parler de la Grèce, pour qui le "robinet" s'est quasiment fermé).

Ces écarts pourraient s'accroître. Il est à craindre que **les Etats, confrontés à une même crise, mais partant de situations financières très différentes faute de convergence préalable de leurs politiques économiques, n'en sortent de manière très asymétrique.** Des pays, comme l'Islande ou la Hongrie - déjà en cessation de paiements hors zone euro -, totalement dépendants de l'aide étrangère risqueraient de plonger encore plus bas. L'Allemagne, de son côté, dont la Chancelière et le Ministre des Finances s'inquiètent de la « course aux milliards » dans les dépenses de relance... des autres, apparaîtrait comme une valeur refuge.

Si l'on s'en tient à la lettre des textes, **les statuts de la zone euro ne permettent pas à la BCE de se substituer au marché en se portant acquéreur des titres de dette de tel ou tel de ses Etats membres.** De sorte que certains économistes évoquent déjà des tensions centrifuges au sein du club euro, par manque de solidarité et de mutualisation, avec à terme un risque de sortie de tel ou tel membre, voire par effet domino, d'éclatement de la zone. Le seul fait que le Président de la BCE ait dû à diverses reprises contester l'existence d'un tel risque montre bien... qu'il existe !

Et, crise ou pas, **les arbitragistes sont déjà à l'œuvre dans les salles des marchés pour jouer telle signature souveraine contre telle autre dans le même euro.** Reste une échappatoire, qui émanerait d'une volonté politique commune : contourner les statuts de la zone euro pour pouvoir agir comme les Etats-Unis. Est-ce impossible ? Après tout, face à la crise, les critères supposés intangibles de Maastricht viennent bien d'être mis aux oubliettes ! Mais en pratique, là comme ici, c'est essentiellement la puissante Allemagne qui détient la clé de la décision. Jouera-t-elle l'euro... ou solo ?

Marc Bradford

Question de timing

« **Si j'avais de l'argent, j'achèterais des actions** ». Par ces simples paroles, prononcées au moment opportun, Nixon a contribué à la remontée des bourses et à la reprise des investissements. On voit mal Obama prendre aujourd'hui un risque similaire. L'endettement planétaire n'est pas suffisamment résorbé pour qu'un déclin psychologique suffise à inverser la tendance.

Il arrivera, cependant, un moment où l'évocation de la reprise deviendra crédible. Et ce moment peut advenir aux Etats-Unis plus rapidement qu'ailleurs. C'est peut-être injuste mais c'est ainsi : **les Etats-Unis sont à l'origine de la crise mais les autres risquent d'en souffrir plus durablement qu'eux.**

Primo, quand les riches se rationnent, les pauvres souffrent. Les consommateurs américains ont tellement consommé que la baisse de leurs achats frappe en premier lieu les ouvriers d'Asie.

Secundo, l'économie américaine est résiliente. Son écosystème favorise l'innovation. Elle n'est pas bâtie sur le sable de la ressource unique (en particulier pétrolière).

Tertio, l'économie américaine est particulièrement réactive. En Europe, les systèmes sociaux servent d'amortisseur mais les réflexes sont lents. Ainsi, le Nouveau Continent détruit les emplois plus rapidement que l'Ancien mais est plus prompt à en recréer.

Vers une nouvelle pensée économique (ter)

Le hiatus entre pouvoirs politiques nationaux et structures économiques mondialisées peut, en théorie, être corrigé de deux façons : ou bien les Etats se réfugient dans le protectionnisme et brisent la mondialisation ; ou bien ils s'accordent pour créer des institutions mondiales et efficaces. Il est clair que la seconde option serait préférable à la première. Clair aussi qu'un changement radical de gouvernance planétaire ne se fera pas vite et facilement. Il faut donc, dans l'urgence, limiter les dégâts et préparer l'avenir.

Un débat récent au Congrès américain, est, à cet égard, illustratif. Dans un premier temps, la Chambre des Représentants a adopté un texte enjoignant de n'utiliser que de l'acier américain pour les grands travaux à financer par le plan de relance. De nombreux pays ont aussitôt parlé de représailles. **Protectionnisme et nationalisme menaçaient.** Obama l'a compris et a déclaré que ce « *Buy American* » était une "erreur" qu'il fallait corriger. Après quoi, le Sénat a amorcé la correction en atténuant le texte prôné par la Chambre. Il est maintenant question de préférence plutôt que d'obligation. Comme la mise en œuvre sera délicate, on entrera, à l'intérieur même des institutions américaines, dans une discussion de portée internationale, c'est-à-dire dans l'examen de ce qui, dans certains cas, peut être nécessaire à un pays et toléré par les autres. **Comme la mondialisation, malgré les progrès qu'elle a permis, a provoqué des dérives et connu des excès,** ce moindre mal pourrait se muer en bien ... si les Etats profitaient du répit pour jeter les bases d'une gouvernance économique à l'échelle du monde. Hautement souhaitable. Modérément probable !

Biais idéologique

Nécessité faisant loi, les critères de Maastricht sont mis entre parenthèses. **Les Etats européens, pour relancer l'économie, creusent les déficits.** Ils ont tous leurs raisons mais les inconvénients ne seront pas les mêmes pour chacun.

Le credo libéral imprégnait les esprits quand ont été conçus les critères de Maastricht. Il stipulait que l'intervention de l'Etat était en général plus nuisible qu'utile et les décisions individuelles plus utiles que nuisibles. Aussi, l'endettement des Etats devrait-il être sévèrement limité tandis que celui des ménages pouvait être considéré comme un moteur nécessaire de la consommation.

Raymond Aron, en d'autres temps, a parlé des méfaits de la vulgate marxiste. On peut dire aujourd'hui que **la vulgate libérale a provoqué des erreurs de jugement.** Certains bons esprits estimaient, par exemple, que la France était « en retard » dans le crédit à la consommation. Heureux retard ! Les cigales anglaises et espagnoles ont maintenant de quoi envier les quasi-fourmis allemandes et françaises !

Voici déjà plusieurs années que **Vigilances** plaide pour que **la définition de l'endettement d'une nation comprenne à la fois l'endettement de l'Etat, celui des collectivités locales et celui des ménages.** Comme les critères de Maastricht sont coulés dans le bronze des traités et que, de toute façon, la crise les a rendus provisoirement caducs, personne ne se bousculera pour les changer. En revanche, les recommandations et avertissements prodigués par Bruxelles vont désormais être amenés à prendre en compte la réalité et donc à tenir balance inégale entre les nations qui, grâce à l'épargne des ménages, ont encore de la marge et celles qui en ont moins.

M. U.

Les milliards du "Nation Building"

Une décision du président Obama est passée relativement inaperçue du grand public. Elle est, pourtant, d'une importance extrême : **la responsabilité du "Nation Building" en Irak, en Afghanistan et ailleurs a été enlevée au ministère de la Défense** et confiée au ministère des Affaires étrangères. Cela représente des centaines de milliards qui, sous l'Administration Bush, échappaient à tout contrôle.

Certes, quelques succès ont été enregistrés, notamment pour la formation des policiers irakiens mais **il y a eu beaucoup de faux semblants, de gaspillage et de corruption.**

Hillary Clinton devra commander des audits et assurer la transparence financière. Elle devra aussi apprécier **l'efficacité des méthodes employées.** L'époque où Donald Rumsfeld, ministre de la Défense, avait la haute main sur la propagande mérite d'être oubliée.

Le "Nation Building" n'est pas seulement une affaire militaire ou militaro-idéologique. Diplomatie et respect de l'autre sont une des clés du "Confidence Building".

Paradis génétiques pour "enfant parfait" ?

Un nouveau pas semble franchi dans la sélection génétique des embryons humains conçus par fécondation in vitro. Selon le quotidien The Times, des chercheurs britanniques ont mis au point une technique permettant **de déterminer de multiples caractéristiques de prédisposition à de nombreuses affections** à partir de l'analyse d'une seule cellule embryonnaire. Grâce aux nouvelles techniques de séquençage à haut débit et sur la base des récents progrès de la génétique, l'équipe britannique assure pouvoir identifier les gènes associés à une prédisposition au diabète, à certaines affections cardiovasculaires ou encore neurodégénératives. Ce procédé qui vient d'être soumis aux autorités pourrait être commercialisé dès le début de l'année 2009. Son coût ? 1 500 livres ou près de 1 900 euros.

Cette annonce relance **la controverse éthique sur les risques de dérive "eugéniste"** liée à l'extension sans fin du DPI. Selon le professeur François Olivennes, des garde-fous existent. Le premier est naturel : tous les couples ne seront pas prêts à subir les traitements lourds nécessités pour la réalisation d'un DPI. Le second est opérationnel : pour chaque FIV, le nombre d'embryons ne peut excéder la dizaine et trouver, sur ce nombre, un embryon indemne de "tout" peut s'avérer mission impossible. Le troisième enfin est institutionnel : cette pratique est, malgré les différences d'approche, relativement encadrée dans la plupart des pays.

Le vrai risque de dérapage est ailleurs. **Comme pour les paradis fiscaux, on peut craindre la création de paradis du DPI** où seul l'argent de couples en mal d'enfant "parfait" comptera.

Des énergies durables pas si durables

Le développement de l'énergie solaire fait figure de nouvel eldorado des énergies renouvelables. Pourtant, certains scientifiques en doutent. **Le rayonnement solaire est, sauf catastrophe interstellaire, certes illimité.** Mais les technologies permettant de capter les rayons et de les transformer en énergie sont, selon eux, souvent basées sur des ressources naturelles qui ne sont pas si renouvelables que ça.

Actuellement, les panneaux solaires disponibles fonctionnent avec des cellules au silicium et leur efficacité – pourcentage d'énergie solaire transformé en électricité – a enfin atteint 25 % en décembre 2008. **La recherche sur des cellules solaires à l'indium bat son plein.** En cas de succès, elle permettrait d'atteindre une efficacité de + de 40 %. Or, la concurrence est rude.

L'indium, matériau rare, est utilisé dans la fabrication d'écrans LCD. Selon les mêmes scientifiques, et sans préjuger d'une explosion des panneaux à indium, la seule demande des fabricants d'écrans plats va l'épuiser dans les 10 ans. Dans ces conditions, le projet allemand d'alimenter l'Europe en électricité à partir de fermes solaires installées dans le Sahara, où le rêve américain d'accéder à l'indépendance énergétique grâce au solaire sont mis en doute. **A moins qu'émergent de nouvelles idées sur l'énergie durable qui fassent appel à des ressources réellement durables.**

M. S. D.

Rétrovigilance : février 2006

Par **François De Closets**



Caricatures

En pleine affaire des caricatures de Mahomet Marc Ullmann s'interroge sur le devenir des 15 millions de musulmans vivant dans les pays d'Europe. Vont-ils s'intégrer, vont-ils former une communauté prise en main par les islamistes ? **Depuis lors nous avons moins assisté à des épisodes violents qu'à une sournoise pénétration de l'islamisme dans notre société.** Dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les équipements publics, les musulmans intégristes font pression pour que la France, renonçant à sa laïcité, ouvre des espaces soumis aux lois d'un islam intégriste. Malades refusant les soins donnés par des hommes, enfants devant avoir une nourriture conforme, piscines réservées aux femmes etc. Face à cette pression le clan laïque est divisé. Pour les uns il faut refuser toute concession, pour les autres il faut, au contraire s'adapter, afin de ne pas rejeter tous les musulmans dans un enfermement communautariste.

Intransigeance ou compréhension ? Après le précédent du voile islamique, nous n'avons toujours pas choisi et l'islamisme accentue sa pression. Il est plus que temps pour la République de définir une politique claire... et de s'y tenir. Etant entendu que **la laïcité n'est jamais que le préalable à l'intégration.** Si la ségrégation socio-économique s'aggrave, les islamistes deviendront la patrie d'adoption des minorités discriminées.

Grippe aviaire

Jean-Philippe Derenne rappelle que la menace d'une épidémie est toujours présente et le restera. De fait la question n'est pas « y aurait-il une épidémie ? » mais « quand se produira l'épidémie ? ». Il est devenu quasiment impossible **d'entretenir la vigilance face à un péril aussi déroutant.** La catastrophe a été annoncée, elle ne s'est pas produite. Comment faire comprendre que l'erreur ne portait que sur la date et pas sur la menace, qu'il convient de rester en éveil aujourd'hui et dans les années à venir ?

Le tic-tac du réchauffement

Déborah Secretin se demande s'il n'est pas déjà trop tard pour arrêter cette machine infernale du réchauffement climatique. Il est clair qu'ici encore **nos sociétés sont réactives plus que prédictives.** Le monde ne s'émeut pas parce que le climat va changer – cela on le sait depuis trente ans - mais parce qu'il a le sentiment, à tort ou à raison, qu'il change. Ces corrections faites à chaud doivent être beaucoup plus brutales. Hier il eut été possible d'infléchir notre mode de vie, aujourd'hui il faudrait le changer radicalement. Peut-on imaginer qu'à très court terme, le réchauffement produise des catastrophes d'une ampleur telle qu'une réaction mondiale devienne possible ? Si les leçons en sont tirées, la crise économique et financière pourrait agir en ce sens et imposer un changement de la croissance.

Mondialisation : risque de choc en retour

Marc l'annonçait, nous y voilà. Le libre-échangisme planétaire ne pourra évidemment pas se maintenir dans les termes qui furent les siens au cours des dernières décennies. Les peuples ne l'accepteront plus. Même le libre appel aux travailleurs étrangers se trouve brutalement remis en cause. Le colbertisme chinois fondé sur le dumping social, sur l'accumulation des excédents financiers d'un côté, des dettes de l'autre arrive à sa limite. **Il faudra réguler ces échanges, ne plus les abandonner, à une autorégulation du marché** qui mise sur le cataclysme pour mettre en œuvre la réaction correctrice. Le problème n'est plus de savoir si le protectionnisme va faire son retour mais s'il pourra s'insérer dans une régulation collective ou s'il prendra des formes sauvages et dévastatrices.

F. C.

Vie du Club



- L'**Assemblée Générale** se tiendra le **11 mars**, après le petit déjeuner débat animé par Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral de la CGT, sur le thème : « **Crise économique. Risques sociaux** ». **Il est important d'être nombreux** car chacun doit avoir son mot à dire dans les orientations à prendre.
- Le groupe de travail « **Pour un capitalisme durable** » a tenu sa dernière réunion le **9 février**. Son pilote, **Alain de Vulpian**, doit rédiger un rapport d'étape qui sera adressé à tous les membres. Le groupe va être scindé en deux. Une équipe, complétée par des responsables d'entreprises, s'occupera des **bonnes pratiques** susceptibles d'être dupliquées. Une seconde équipe décortiquera de vraies ou fausses « **bonnes idées** » pour aboutir à des préconisations ou signaler des risques d'effets pervers.
- L'étude sur les « **Devenirs marocains** », réalisée par **Guillaume Demuth** avec les conseils et le soutien d'**Henry Hermand** est terminée. Elle sera diffusée avant l'Assemblée Générale et, aussitôt après (sans doute le 12 mars), une réunion de presse sera organisée. Parallèlement, nous commençons à prendre des contacts dans l'espoir de lancer prochainement une étude sur l'évolution de la société turque (voir page 2 l'alerte « **Mystères turcs** »).
- Le groupe **Méditerranée/Moyen Orient**, piloté par **Jacques Andréani**, va reprendre ses travaux à la lumière d'une actualité qui (après les élections législatives israéliennes, avant l'élection présidentielle iranienne et compte tenu la nouvelle politique de l'Administration américaine) s'annonce bouillonnante.
- Rappelons que les appels de cotisations seront adressés prochainement et que le **Club des Vigilants** est une association dite d'intérêt général. **Les versements donnent droit à une réduction d'impôt de 60 % pour les dons faits par les entreprises et de 66% pour les dons des particuliers.** Merci d'avance à tous ceux qui, dans la conjoncture actuelle, pourront – et voudront – consentir un effort supplémentaire pour le développement du Club.

M. U.

Prochains petits-déjeuners

11 mars 2009 : La situation est inédite. Les réponses doivent être neuves. Les syndicats ont-ils des idées ? Peuvent-ils peser sur les choix ? **Jean-Christophe Le Duigou**, Secrétaire Confédéral de la **CGT**. A son point de vue sur toutes ces questions

Il interviendra sur le thème : « **Crise économique. Risques sociaux** ».

L'Assemblée générale du Club des Vigilants – exercice 2008 – suivra.

08 avril 2009 : Des microbes survivront longtemps à l'espèce humaine. En attendant, il faut apprendre à cohabiter.

Maxime Schwartz, ancien Directeur de l'Institut Pasteur, souligne l'urgence des stratégies à mettre en place

Il interviendra sur le thème : « **La guerre des hommes et des microbes** ».

En direct du Blog



La fin du « ghosnisme »

Il n'y a pas si longtemps, Carlos Ghosn, patron de Renault et de Nissan, était donné en exemple. « **Ghosnisme** » était en passe de devenir un nom commun, synonyme d'efficacité. Aujourd'hui, la fascination s'est muée en réprobation. Ghosn « le sauveur » est devenu Ghosn « le sauvage ».

Cette alerte a été publiée sur le blog. Elle a donné lieu à de nombreux commentaires. La suite de l'alerte est disponible sur :

http://www.clubdesvigilants.com/archives/2009/01/la_fin_du_ghosn.php

Commentaires

1. **La fascination s'est muée en réprobation** : Carlos Ghosn est proche de Nicolas Sarkozy, il a son écoute, et il le lui rend bien : ses interventions à la télévision sont bien diffusées, il a une bonne image grâce à sa couverture media, le service de communication interne du président ici n'a pas de cheveux blancs à se faire, il n'est pas attaqué. Il reste vigilant cependant car dès 2006, c'est à dire un an après sa prise de fonctions chez Renault, il était déjà perceptible dans certains articles de presse que l'intelligentsia française était prête à aboyer au métèque fort en thème. Mais il ne s'est rien passé, c'en est resté aux insinuations. Le soutien du président de la République, sans doute. Toujours est-il qu'on ne peut parler de réprobation publique envers Carlos Ghosn. Mais nous on sait...

2. **Certains suicides** : Comme vous parlez de serrage de boulons et que chez PSA il y a eu, en effet, un ou deux suicides parmi les ouvriers de Pontoise, il faudrait souligner que les (4 ?) suicides pour lesquels l'entreprise comparait en pénal à Versailles, ont été commis par des ingénieurs ou des techniciens supérieurs du technocentre, qui ne sont pas aux 35h, qui ne sont pas syndiqués et pour lesquels les objectifs de production ne connaissent pas de limites. J'ai bien noté qu'en l'absence de jugement l'entreprise n'est pas considérée coupable.

3. **Le maintien ou l'accroissement de la rentabilité à court terme** : Le dogme qui gouverne Renault depuis l'arrivée de Ghosn est de "positionner durablement Renault comme le constructeur européen le plus rentable". Cette phrase est placardée dans toutes les salles de réunion comme le portrait du dictateur dans un pays d'Asie du sud est. Poursuivre l'accroissement de la rentabilité, même à court terme, est terrible quand c'est au détriment de l'investissement. C'est de la poursuivre envers et contre tout qui est diabolique. Lorsque le 24 juillet il annonce qu'il n'attendra pas ses objectifs mais qu'il ne touche pas à celui de la rentabilité (= la marge empochée) c'est là où l'attitude engendre la révolte.

4. **La réduction des effectifs est la première réponse à la baisse des commandes** : Excellent. Tout est dit...

5. **Stratégies avisées et hyper finance** : Renault devrait être le leader mondial du véhicule électrique à longue autonomie, c-à-d 0 émissions, qui révolutionnera le système économique des pompes à essence pour être remplacé par des changeurs de batteries. C'est un beau défi sur lequel est engagée l'entreprise.

Toto, internaute

Quand on m'a demandé quelles étaient mes motivations pour rejoindre Renault, j'ai immédiatement répondu "L'arrivée de Carlos Ghosn". Il faut dire que l'aura de bienfaiteur, **de celui qui met son intelligence et son talent au service de la collectivité** a un pouvoir évocateur fortement romantique.

Au départ, le dirigeant avait choisi de visiter l'entreprise. Silencieux et visiblement à l'écoute des collaborateurs de toutes les filiales, il laissa la lune de miel durer encore quelques mois. Mais dès les premiers discours publics, pour annoncer le Contrat 2009, contrat simple, répété à satiété avec la méthode systématique des sociétés où l'on ne connaît pas plusieurs sons de cloche, on sentit une sorte de tressaillement, **l'inquiétude qui perçait l'espoir**.

Avec une constance remarquable, **Carlos Ghosn confirma et corrobora toutes les inquiétudes**. En moins d'un an de présence, les collaborateurs avaient compris qu'il poursuivait la rentabilité avant tout, avant la durabilité de l'entreprise qui exige l'investissement humain, technique et financier, avant la recherche sans laquelle l'industrie automobile ne peut s'envisager sur plusieurs décennies... En deux ans, ils ont compris ce que son management avait d'inhumain. L'ingénierie véhicule, le cœur où se nouait l'affectio societatis de cette entreprise centenaire était confronté à la délocalisation (on ne renouvelle pas les départs en France pour embaucher, un peu moins, en Roumanie) à une exigence de production jamais atteinte dans l'histoire de l'entreprise (26 nouveaux modèles en 3 ans) et surtout, à ce qui a créé des situations de détresse individuelle aiguë : les entretiens annuels avec sa hiérarchie étaient réduits à 3 ou 4 chiffres cibles, atteints ou non.

Résultat immédiat, **les efforts pour gérer l'infinie complexité du quotidien n'étant pas reconnus**, soit on arrêtait de les faire, soit on tombait en dépression, dans les deux cas, on employait son intelligence pour manipuler les chiffres, et s'il le fallait, au détriment du voisin.

Lorsque le 24 juillet dernier le dirigeant de Renault annonce d'une traite **qu'il n'atteindra pas ses objectifs car le monde va mal, mais qu'il ne touche pas à la rentabilité**, qu'il la garde dans sa ligne de mire et que pour cela il faut faire partir des gens, les troupes ne sont plus mobilisées. Il s'agit du dernier regain du "ghosnisme".

Fin décembre, la crise économique bien installée, il s'adresse encore aux salariés mais cette fois-ci **il parle part de marché et voiture électrique. Les fondamentaux**.

Peut-être que la crise aura-t-elle sauvé Renault du ghosnisme.

Un déçu du Ghosnisme, internaute

En tant qu'ancien cadre de PSA, je connais assez bien le secteur automobile.

Quand Renault acquiert Nissan, **il ne fait que suivre une mode** qui, au final, va coûter bien chère à ceux qui l'ont suivie (Cf. Daimler/Chrysler).

La situation catastrophique de Nissan est pour Carlos Ghosn une chance : les Japonais sont prêts à tout accepter pour sauver ce fleuron. Cela tombe bien, il ne leur fera pas de cadeaux.

Pourtant, **Nissan était un des constructeurs à la pointe techniquement** (des voitures d'ingénieurs) mais avec des modèles à l'esthétique terne et peu valorisants.

Redresser une entreprise de ce type est finalement assez simple : embaucher des designers de talents et quelques experts en marketing peuvent donner la dynamique qui manque. Virer un maximum de monde, et la rentabilité sera au rendez-vous. Et comme la seule alternative est de mettre la clé sous la porte, Ghosn arrive en un rien de temps à redresser la barre.

Prendre la tête de Renault est une tout autre affaire : Renault est un constructeur en bonne santé, avec des modèles attractifs. Ghosn a voulu reproduire sa méthode éprouvée chez Nissan : forcément cela a coïncé. Et le mythe s'écroule.

Finalement, le ghosnisme n'a jamais existé qu'aux yeux de ceux qui ne savaient pas regarder.

Fabrice, internaute

Fidèle client de Renault, je suis déçu par le virage esthétique pris suite à l'arrivée de C Ghosn. **Le style Renault s'est plié au tout marketing** : des autos pour plaire à tout le monde. Résultat la Twingo, la Laguna sont triste, ressemble à tout ce qui sort sur le marché. Le Koleos est d'une banalité, Ce ne sont plus des Renault mais des autos ! Où est l'esprit, l'étincelle qui déclenche l'intérêt ? Pas étonnant que les ventes s'écroulent, et ce n'est que le début.

Eric, internaute

Lu, vu, entendu



La dynamique du capitalisme

Fernand Braudel, Editions Flammarion, 121 p. - Paris 2008 (Réédition)

Ce petit volume reproduit le texte de trois conférences faites par Fernand Braudel en 1976. Il est toujours d'actualité car il replace le capitalisme dans « l'immense royaume de l'habituel » qui imprègne l'essentiel de la vie. Le capitalisme, explique Braudel, n'a pas inventé le marché ou la consommation : « Il est, dans la longue perspective de l'Histoire, le visiteur du soir ». Et l'auteur d'établir une distinction très nette entre **économie de marché** et capitalisme. L'économie de marché organise les échanges ; grâce à elle les marchandises n'ont plus seulement une valeur d'usage, elles ont un prix. Le **capitalisme** s'introduit dans les interstices de cet univers en gros prévisible et transparent. Il crée une « zone de hauts profits » qui, au gré des circonstances et aux dépens des circuits habituels maximalise les potentialités du commerce et de l'industrie. Ses adeptes disent qu'il fluidifie le système et donc qu'il est indispensable. Ses détracteurs pensent qu'il introduit le démon de la spéculation au cœur des toutes les prises de décision. Comment surmonter cette contradiction ? Tel est encore le problème aujourd'hui.

M. U.

Natural Capitalism: Creating the Next Industrial Revolution

Paul Hawken, Amory et Hunter Lovins, Back Bay Books, 414 p. – USA 2008

La crise globale actuelle donne à l'édition réactualisée de ce livre un relief particulier. Les trois auteurs, Hawken, auteur de *The Ecology of Commerce* (1993) et fondateur de la chaîne de jardinage Smith & Hawken, Amory et Hunter Lovins, créateurs, en 1982, du Rocky Mountain Institute, un Think Tank dédié à l'environnement, ont réunis leurs talents et leurs expériences dans ce "manifeste" pour un développement durable.

Le constat est connu : **le développement industriel a généré une dilapidation certaine des ressources** et de très nombreux dommages à l'environnement. Est-il encore temps d'inverser la tendance ? Oui, assurent les auteurs à condition que les entreprises décident de voir la protection de l'environnement comme un gisement de croissance et de profits. Comment les en convaincre ?

Hawken et les Lovins s'y emploient en répertoriant concrètement **les gaspillages en œuvre dans un certain nombre de secteurs** – transport, énergie, habitat, traitement des déchets... Pour chacun d'eux, ils détaillent les technologies existantes ou à venir dans un horizon très proche susceptibles d'aider les entreprises à augmenter ce qu'ils appellent la "productivité des ressources". Certes, reconnaissent-ils, les coûts initiaux de certaines de ces techniques peuvent constituer une forme de barrière. Mais, concluent-ils, l'avenir appartiendra à celles qui l'auront franchie.

M. S. D.

La régulation des pauvres

Serge Paugam et Nicolas Duvoux, Editions Puf, 115 p. - Paris 2008

Le premier, Serge Paugam, a été le professeur du second. Ils ont tous les deux mené, à vingt ans d'intervalle, l'un à Saint Brieuc, l'autre en Ile de France, des enquêtes de terrain sur la pauvreté. Ils savent de quoi ils parlent. La forme du livre, un dialogue entre deux sociologues, aboutit à **un échange fécond qui dynamite nombre d'idées reçues sur la pauvreté** et, par ricochet, sur la manière non seulement dont elle est traitée par les pouvoirs publics mais aussi comment elle est ressentie par la société toute entière.

« Le fait qu'il existe des pauvres encourage les autres catégories à faire preuve de vertus morales comme le travail, la constance dans l'effort, la volonté... pour se tenir à distance de la déchéance. » En ce sens, affirment Paugam et Duvoux, **la pauvreté a des fonctions économique, morale et culturelle**. Ce point de vue peut déranger mais il est dûment discuté et étayé. D'où l'échec relatif, selon eux, de la lutte contre la pauvreté.

Aujourd'hui, la précarité grandissante dans le travail, résultant de la gestion économique de la flexibilité et de la gestion publique du chômage, accroît le phénomène. **Le cas du RSA**, tant vanté, est, selon les auteurs, révélateur. On crée officiellement un nouveau statut : celui de travailleur précaire assisté. Qui vient s'ajouter à toutes les autres précarités.